

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté royal du 2 décembre 1969 fixant les normes de création d'emplois de correspondant comptable et de correspondant comptable sélectionné dans les établissements d'enseignement de l'Etat, abrogé par l'arrêté royal du 15 avril 1977 et l'arrêté royal n° 66 du 20 juillet 1982, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 2. § 1er. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et en tenant compte des possibilités budgétaires, réduire à un pourcentage déterminé le nombre des périodes organisa- bles qui résulte des normes de l'article 1er.

§ 2. Les normes de l'article 1er ne sont susceptibles d'aucune dérogation. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1983.

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1983.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

**D. COENS**

Le Ministre de l'Education nationale,

**A. BERTOUILLE**

#### MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 83 — 1659

Arrêté royal n° 212 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à exécuter l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition donne au Roi la compétence de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

Le présent arrêté prévoit d'une part la possibilité d'obtenir au maximum un tiers de la rente en capital, pour les victimes d'un accident du travail qui ont obtenu un taux d'incapacité de travail permanent de moins de 10 p.c. à l'expiration du délai de révision avant le 1er juillet 1983.

Cette mesure entend être un assouplissement, limité dans le temps, des dispositions de l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982, qui prévoit qu'à partir du 1er avril 1982 les victimes qui ont un taux d'incapacité de travail permanent d'au moins 10 p.c. ne seront plus indemnisées en capital mais par rentes périodiques.

D'autre part, l'article 63, § 4, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété afin d'éviter des problèmes administratifs et de récupération dans des cas d'application particuliers. Il prévoit plus particulièrement qu'en cas de demande de révision du taux d'incapacité, l'assureur, dans l'attente d'une décision, paie les indemnités sur la base du degré d'incapacité de travail présenté par lui.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 december 1969 tot vaststelling van de normen van de oprichting van betrekkingen van rekenplichtig correspondent en geselecteerd rekenplichtig correspondent in de Rijksonderwijsinrichtingen, opgeheven bij koninklijk besluit van 15 april 1977 en koninklijk besluit nr. 66 van 20 juli 1982, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 2. § 1. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit en met inachtneming van de budgettaire mogelijkheden, het aantal te organiseren uren dat volgt uit de normen van artikel 1, tot een bepaald percentage beperken.

§ 2. De normen van artikel 1 zijn niet vatbaar voor enige afwijking. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1983.

Art. 3. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1983.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

**D. COENS**

De Minister van Onderwijs,

**A. BERTOUILLE**

#### MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 83 — 1659

Koninklijk besluit nr. 212 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepaling verteent aan de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te treffen ten einde het financieel herstel van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid te verzekeren.

Dit besluit voorziet vooreerst de mogelijkheid om maximum één derde van de rente in kapitaal toe te kennen aan de slachtoffers van een arbeidsongeval die bij het verstrijken van de herzienings-termijn vóór 1 juli 1983 minder dan 10 pct. blijvend arbeidsongeschikt erkend zijn.

Deze maatregel wil een binnen de tijd beperkte versoepeling zijn op de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982, welke met ingang van 1 april 1982, de vergoeding voor de slachtoffers die minder dan 10 pct. blijvend ongeschikt zijn niet langer in kapitaal maar in periodieke renten voorziet.

Vervolgens wordt artikel 63, § 4, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 aangevuld, teneinde administratieve moeilijkheden en terugvorderingsproblemen in bijzondere toepassingsgevallen te vermijden. Meer bepaald wordt voorzien dat, ingeval een eis tot herziening van de ongeschiktheitsgraad wordt ingesteld, de verzekeraar in afwachting van een beslissing, de vergoedingen betaalt op grond van de door hem voorgestelde graad van arbeidsongeschiktheid.

Enfin, cet arrêté postpose la date de prise de cours des intérêts de retard dus par les entreprises d'assurances qui n'ont pas payé, en temps voulu, leur quote-part dans le versement des 400 millions.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 28 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 212 « modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail », a donné le 27 juillet 1983 l'avis suivant :

1. Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis du Conseil d'Etat modifie d'une part les articles 51bis et 63 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et, d'autre part, l'article 3, de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail. Ces deux séries de dispositions modificatives, qui n'ont aucun rapport entre elles, peuvent trouver leur fondement légal dans l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, qui définit le pouvoir spécial attribué au Roi, en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale, ce terme devant être interprété au sens large, comme dans la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982. En ce qui concerne la modification de l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982, il convient néanmoins de rappeler la réserve que le Conseil d'Etat, section de législation, a formulée dans son avis du 25 juin 1982 quant à la légalité de cet arrêté, réserve qui visait l'origine des fonds que les entreprises d'assurances devaient verser au Fonds des accidents du travail. On se reportera à cet avis (*Moniteur belge* du 7 août 1982, p. 8987 et suivantes).

2. Le rapport au Roi est trop sommaire dans son commentaire des modifications que le projet apporte respectivement à la loi sur les accidents du travail et à l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982.

Il y a une relation entre les modifications que les articles 5 et 6 de l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982 ont apportées à la loi sur les accidents du travail et la modification prévue à l'article 1er, 3°, du présent projet.

En fait, le projet prévoit une dérogation à la dérogation qui résulte de l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982, le bénéfice de la nouvelle dérogation étant toutefois limité aux victimes d'un accident du travail pour lequel le délai de révision de la réparation est venu à expiration avant le 1er juillet 1983. Les justiciables auraient manifestement intérêt à ce que ces modifications fassent l'objet d'un commentaire plus détaillé dans le rapport au Roi, accompagné d'une justification de la restriction dont est assortie la nouvelle dérogation.

Un autre point qui requiert un commentaire plus poussé est celui relatif aux effets dans le temps de la modification que l'article 3 du projet entend apporter à l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982. Selon l'article 3, § 4, de la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983, les arrêtés pris avant le 31 décembre 1983, en application de cette loi, peuvent rétroagir au 1er janvier 1983. L'article 4 du projet fait usage de cette faculté. Or, on sait que le montant visé dans l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 devait être versé en deux tranches, la première au plus tard le 1er septembre 1982, la seconde au plus tard le 1er avril 1983. Si donc l'arrêté en projet modifie en faveur du débiteur la date à compter de laquelle les intérêts de retard sont dus, cette modification ne peut, en vertu de l'article 3, § 4, pré-

Tonslotte wordt met dit besluit de ingangsdatum verlaet van de nalatighedsinteressen verschuldigd door de verzekeringsondernemingen die niet tijdig hun aandeel in de storting van de 400 miljoen hebben betaald.

Ik heb de eer te zijn,

SIRE,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer de 26e juli 1983, door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 212 « tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen », heeft de 27e juli 1983 het volgende advies gegeven :

1. Het voor advies voorgedragen ontwerp van koninklijk besluit wijzigt oorspronkelijk de artikelen 51bis en 63 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, anderdeels artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1981 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen. Beide groepen van wijzigende bepalingen, waartussen geen onderling verband is, kunnen hun rechtsgrond ontleenen aan het bepaalde in artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dat de bijzondere bevoegdheid van de Koning omschrijft met betrekking tot het verzekeren van het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid, deze term, zoals in de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982, van ruime interpretatie zijnde. Met betrekking tot de wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 moet niettemin herinnerd worden aan het voorbehoud dat de Raad van State, afdeling wetgeving, in zijn advies van 25 juni 1982, omtrent de wettigheid van dat besluit formuleerde, voorbehoud dat steunde op de herkomst van de gelden die door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen dienden te worden gestort. Het mag hier volstaan naar dat advies te verwijzen (*Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1982, blz. 8987 en volgende).

2. Het verslag aan de Koning is te summier in zijn toelichting van de wijzigingen die met het ontwerp in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, respectievelijk in het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982, worden aangebracht.

Er is een verband tussen de wijzigingen die met de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982 in de arbeidsongevallenwet zijn doorgevoerd en de wijziging vervat in artikel 1, 3°, van dit ontwerp. In feite stelt het ontwerp een afwijking vast op een afwijking resulterende uit het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982, het voordeel van de nieuwe afwijking evenwel beperkt gehouden tot de slachtoffers van een arbeidsongeval waarvoor de termijn van herziening van de schadeoostelling vóór 1 juli 1983 verstreken is. De rechtzoekende zou kennelijk gebaat zijn bij een ruimere toelichting van het ene en het andere in het verslag aan de Koning, met een verantwoordiging van de beperking welke in de nieuwe afwijking is ingebouwd.

Een nadere toelichting vergt ook de uitwerking in de tijd van de wijziging die met artikel 3 van het ontwerp in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 wordt aangebracht. Naar luid van artikel 3, § 4, van de bijzondere-machtenwet van 6 juli 1983, kunnen vóór 31 december 1983, met toepassing van die wet genomen besluiten terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1983. Artikel 4 van het ontwerp maakt van die mogelijkheid gebruik. Men weet evenwel dat in het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 bedoelde bedrag in twee schijven diende te worden gestort, de ene op uiterlijk 1 september 1982, de andere op uiterlijk 1 april 1983. Wanneer bijgevoegd het ontwerp de termijn voor het verschuldigd zijn van de nalatighedsinteressen ten voordele van de debiteur wijzigt, kan die wijziging

citée de la loi du 6 juillet 1983, avoir d'effet sur le calcul des intérêts de retard dus, le cas échéant, entre le 1er septembre 1982 et le 1er janvier 1983. Cette modification aussi devrait faire l'objet d'un commentaire plus détaillé dans le rapport au Roi.

3. Dans la version française de l'intitulé on écrira « ... sur les accidents du travail et l'article 3 ... ».

4. On indiquera dans le premier réferant du préambule la date de la loi qui constitue le fondement légal du projet.

5. A l'article 1er, il convient d'écrire au 3°, dans la version néerlandaise : « In afwijking van het bepaalde in artikel 45, derde lid, kunnen de slachtoffers ... » et, dans la version française, « ... d'introduction de la demande et est versé par le Fonds ... ».

6. La disposition que l'article 2 du projet entend ajouter à l'article 63, § 4, de la loi sur les accidents du travail, trouverait mieux sa place — sous une forme adaptée, bien entendu — dans l'article 72 de cette loi, qui a trait à la révision dont il s'agit.

7. A l'article 3, phrase liminaire, on écrira « Dans l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté royal... ».

8. En ce qui concerne les effets dans le temps de la disposition de l'article 4 relative à l'entrée en vigueur du projet, on se reportera à l'observation formulée ci-dessus concernant l'opportunité de compléter le commentaire donné dans le rapport au Roi.

La chambre était composée de :

MM. :

G. Baeteman, président de chambre;

H. Coremans, F. Debaets, conseillers d'Etat;

G. Van Hecke, J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Baeteman.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,

M. Benard.

Le président,

G. Baeteman.

26 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 212 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2°, et 2, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 51bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa premier, les mots « dans le courant du premier mois » sont remplacés par les mots « avant le quinzième jour du premier mois »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes : « Le capital de rente est calculé en fonction de l'âge de la victime au premier jour du mois du trimestre suvisé »;

gelet op het boven aangehaakte artikel 3, § 4, van de wet van 6 juli 1983, geen uitwerking hebben voor het berekenen van de rentekapitaal inkomsten welke tussen 1 september 1982 en 1 januari 1983 in voorkomend geval verschuldigd zijn. Ook die wijziging zou in het verdrag aan de Koning meer omstandig moeten worden toegelicht.

3. In de Franse tekst van het opschrift leze men « ... sur les accidents du travail et l'article 3 ... ».

4. In de aanhef vermeldde men in het eerste lid de datum van de wet waarvan het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent.

5. In artikel 1 leze men onder 3° : « In afwijking van het bepaalde in artikel 45, derde lid, kunnen de slachtoffers... » en « ... van het indienen van de aanvraag en gestort door ... ».

6. De bepaling welke met artikel 2 van het ontwerp aan artikel 63, § 4, van de arbeidsongevallenwet wordt toegevoegd, ware — uiteraard in een aangepaste vorm — beter op haar plaats in artikel 72 van die wet dat op de bedoelde herziening betrekking heeft.

7. In de inleidende zin van artikel 3 leze men « In artikel 3, derde lid, van het koninklijk besluit ... ».

8. Wat betreft de uitwerking in de tijd van de inwerkingtredingsbepaling onder artikel 4, mag verwezen worden naar de opmerking die boven is gemaakt met betrekking tot de wenselijke aanvulling van de toelichting in het verslag aan de Koning.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

G. Baeteman, kamervoorzitter;

H. Coremans; F. Debaets, staatsraden;

G. Van Hecke; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer G. Baeteman.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,

M. Benard.

De voorzitter,

G. Baeteman.

26 SEPTEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 212 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85, van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 juli 1983, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid de artikelen 1, 2°, en 2, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 51bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in de loop van de eerste maand » vervangen door de woorden « vóór de vijftiende dag van de eerste maand »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het rentekapitaal wordt berekend in functie van de leeftijd van de getroffen op de eerste dag van de genoemde eerste maand van het kwartaal »;

3° le présent article est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation du prescrit de l'article 45, alinéa 3, les victimes pour lesquelles le délai fixé à l'article 72 a expiré au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1983 peuvent demander qu'un tiers de la valeur de la rente qui leur revient soit payé en capital.

La demande est adressée par lettre recommandée au Fonds des accidents du travail, au plus tard le 31 décembre 1983.

Le capital visé à l'alinéa précédent est calculé compte tenu de l'âge de la victime au premier jour du trimestre qui suit la date d'introduction de la demande et est versé d'office par le Fonds, dans le courant de ce trimestre. »

Art. 2. L'article 63, § 4, de la même loi, est complété par les dispositions suivantes :

« Cette disposition est également valable en cas d'introduction d'une demande de révision prévue à l'article 72 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. »

Art. 3. Dans l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail, les mots « à compter de la date d'expiration de la période prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « à compter du premier jour du deuxième mois suivant la date de la notification par laquelle le montant dû est communiqué. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1983, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, 3°, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 83 — 1660

Arrêté royal n° 213 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but, conformément à ce que prévoit l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a) de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, d'assurer la réduction du temps de travail dans le secteur de la construction.

Cette réduction sera réalisée, non pas par une réduction de la durée hebdomadaire du travail qui pourrait désorganiser le travail pendant la bonne saison, mais par l'octroi de jours de repos pendant la saison hivernale.

Cette mesure est accompagnée d'une interdiction d'occuper des ouvriers au travail pendant les jours fixés pour le repos. Cette interdiction est indispensable pour permettre un contrôle efficace de l'application de la présente mesure. Elle est par ailleurs à rapprocher des dispositions de la loi du 6 avril 1980 concernant l'exécution de travaux de construction. C'est pourquoi les dispositions de cette dernière loi, relatives à la surveillance et aux sanctions, ont été étendues à l'application du présent arrêté.

3° dit artikel wordt aangevuld met volgende leden :

« In afwijking van het bepaalde in artikel 45, derde lid, kunnen de slachtoffers voor wie de bij artikel 72 bepaalde termijn uiterlijk verstreken is op 1 juli 1983, aanvragen dat een derde van de waarde van de hen toekomende rente als kapitaal zou uitbetaald worden.

De aanvraag dient per aangetekend schrijven uiterlijk tegen 31 december 1983 gericht aan het Fonds voor arbeidsongevallen.

Het kapitaal bedoeld in vorig lid wordt berekend in functie van de leeftijd van het slachtoffer op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op de datum van het indienen van de aanvraag en ambtshalve gestort door het Fonds in de loop van dat kwartaal. »

Art. 2. Artikel 63, § 4, van voornoemde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze bepaling geldt eveneens ingeval een is tot herziening, voorzien bij artikel 72 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, wordt ingesteld. »

Art. 3. In artikel 3, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen worden de woorden « en zulks met ingang van de dag volgend op de einddatum voorzien in het eerste lid » vervangen door de woorden « en zulks met ingang van de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van de notificatie waarbij het verschuldigde bedrag medegecedeeld wordt. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983, met uitzondering van artikel 1, 3°, dat inwerking treedt de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.L. DEHAENE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 83 — 1660

Koninklijk besluit nr. 213 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben ter onderrekening aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel een arbeidsduurvermindering te verzekeren in de sector van het bouwbedrijf en dit in overeenstemming met wat voorzien wordt bij artikel 1, 3°, a), van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Deze vermindering wordt gerealiseerd, niet door vermindering van de wekelijkse arbeidsduur die het werk tijdens het goede seizoen zou kunnen in de war sturen, maar wel door het toekennen van rustdagen tijdens het winterseizoen.

Bij deze maatregelen wordt een verbod gevoegd om werkliden tewerk te stellen gedurende de bedoelde rustdagen. Dit verbod is onontbeerlijk om een efficiënte controle op de toepassing van deze maatregel mogelijk te maken. Zij is verwant met de bepalingen van de wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken. Daarom werden de bepalingen van deze laatste wet betreffende het toezicht en de sancties uitgebreid tot de toepassing van dit besluit.